

Nous sommes là pour vous aider



MINISTÈRE DE LA JUSTICE



n°12946*01

**Demande en injonction de payer
au président du tribunal de commerce**

(Articles 1405 à 1425 du code de procédure civile)

N° du Tribunal :

N° du Greffe :

24IP 103

DEMANDEURS

Indiquez ici vos nom de famille, nom d'usage (ex : nom d'épouse), prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance.

Pour une personne morale, indiquez sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement.

TC 58 S.A.S.

45, rue de la Guette

58340 CERCY LA TOUR

Tél. 03 86 50 57 26 tc58@tc-transports.fr

Capital 500 000 €

SIRET 338 339 146 00023 - APE 4941 C

T.V.A. FR 41 338 339 146

MANDATAIRE

Indiquez ici les nom de famille, nom d'usage (ex : nom d'épouse), prénoms et domicile du mandataire.

Pour une personne morale, indiquez sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement.

DEBITEURS

Indiquez ici les nom de famille, nom d'usage (ex : nom d'épouse), prénoms domicile du ou des débiteurs.

Pour une personne morale, indiquez sa forme, sa dénomination et son siège social.

FTL - FAST TRANSIT LINE LE HAVRE

Océane Building

2 Avenue Foch

BP 240

76 054 Le Havre

Le créancier ou son mandataire soussigné a l'honneur de vous exposer que le débiteur lui doit les sommes mentionnées ci-après, et requiert en application des articles 1405 et suivants du code de procédure civile que soit rendue, à l'encontre du débiteur, une ordonnance portant injonction de payer lesdites sommes.

☐ En application de l'article 1408 du code de procédure civile, je demande qu'en cas d'opposition l'affaire soit immédiatement renvoyée devant le Tribunal de Commerce
du Havre, juridiction compétente pour connaître du litige.

SOMMES DEMANDEES	MONTANT	FONDEMENT DE LA GREANCE DOCUMENTS JUSTIFICATIFS
- principal	300,00 €	Copie de la facture N° TC 5823120455 de 300,00 € avec le contrat d'apprentement, la lettre de voiture et le mail de SD LG du 06/11/2023 Copie de la mise en demeure de la facture N° TC 5823120455 du 03/02/2024 en L R A R.
-		
<input type="checkbox"/> intérêts au taux légal ou <input type="checkbox"/> intérêts au taux contractuel de _____ à compter du [][][][][][][][]		
- clause pénale 10 %	30,00 €	
- frais accessoires L R A R	5,36 €	
- Indemnité Forfaitaire de recouvrement	40,00 €	

art L-141-6 du Code de Commerce

Date : 23/02/2024

Votre signature :



La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

ORDONNANCE

Nous, _____, Président du tribunal de commerce
assisté de _____, Greffier

Vu la requête qui précède et les articles 1405 à 1425 du code de procédure civile,

☐ Attendu que la demande ne paraît pas fondée, rejetons la requête qui précède

☐ Attendu que la demande paraît fondée, totalement ☐ ou partiellement ☐

Enjoignons à _____

de payer à : _____

- _____ €, en principal avec intérêts - au taux légal (1)
- au taux contractuel (1) de _____ % l'an
à compter du ____/____/____

- _____ €, au titre de la clause pénale(1)

- _____ €, au titre des frais accessoires(1)

- les dépens comprenant les frais de greffe liquidés à la somme de _____ €

- Fait à _____, le ____/____/____

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE,

LE GREFFIER,

Signification effectuée le ____/____/____ à personne ☐ à domicile ☐

à étude de l'huissier de justice ☐ procès-verbal art. 659 NCPC ☐

Vu, sans opposition le ____/____/____

LE GREFFIER EN CHEF,



REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE DU HAVRE

ORDONNANCE

Nous, Christelle BETREMIEUX, Présidente du Tribunal de Commerce du Havre, assistée du greffier,

Vu la requête ci-jointe et les articles 1405 à 1422 du code de procédure civile,

Vu les pièces justificatives produites à l'appui de la demande qui nous paraît fondée,

ENJOIGNONS à : - La SAS FAST TRANSIT LINE FRANCE
2 avenue Foch - Océane Building 76600 LE HAVRE

De PAYER à : - La SAS TC 58
45 rue de la Guette 58340 CERCY-LA-TOUR

En deniers ou quittances valables,

- la somme de 300 € en principal avec intérêts au taux légal
 - La somme de 5,36 € au titre des frais accessoires
 - la somme de 40 € au titre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement
 - Attendu que la clause pénale sollicitée n'est pas contractuelle.
- REJETONS la demande au titre de la clause pénale

CONDAMNONS la partie défenderesse aux entiers dépens dont les frais de greffe liquidés à la somme de 33,47 Euros TTC.

DISONS que la présente ordonnance sera signifiée à l'initiative de la partie demanderesse au plus tard dans les six mois de sa date.

Le Havre, le 27/02/2024

La Présidente du Tribunal de Commerce,
Christelle BETREMIEUX

Le Greffier Associé,
Pierre-Philippe CHASSANG

